



LE CANARD PATRIOTE

EDITORIAL

Amis lecteurs, une majorité de Français connaît mal notre armée. Certes, celle-ci traîne de vilaines casseroles, héritées des conquêtes coloniales et plus encore des guerres de décolonisation, héritées également de ses graves échecs face à l'Allemagne, en 1870, 1914 et 1940. Mais son histoire ne se limite pas à des casseroles, même si ses détracteurs se plaisent à faire tinter celles-ci jusqu'à couvrir de leur vacarme ses heures de gloire ainsi que ses sacrifices – consentis pour ces derniers, rappelons-le, dans des engagements décidés par le politique.

Plutôt que de se laisser imprégner de discours et d'analyses à charge, les Français devraient rétablir un lien de confiance avec leur armée. Il découvrirait alors un monde riche en humanité, en courage et en abnégation, dévoué à la défense de leur sécurité et de leurs intérêts.

A l'heure où la France vogue vers un avenir incertain, mais que nous savons dans tous les cas chargé de périls, plutôt que d'assister passivement, d'année en année, à la réduction de leur outil de défense, peut-être s'insurgeront-ils ?

En attendant qu'ils se mobilisent, nous vous invitons à revenir sur un événement majeur, qui fut négligé par la presse ou alors bien mal interprété. Il y a un an de cela, des héros, auxquels nous souhaiterions rendre hommage ici, écrivirent une nouvelle page glorieuse de notre histoire militaire. Cela se passa dans un contexte qui reste d'actualité, et sur lequel nous reviendrons également.

La rédaction

IL FAUT SAUVER DENIS ALLEX

CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS

Été 2009 : En pleine crise somalienne, Denis Allex et Marc Aubrière, du Service Action de la DGSE, sont en mission à Mogadiscio, auprès du gouvernement fédéral de transition.

14 juillet 2009 : Les deux agents sont enlevés et rapidement détenus par les shebab dans deux endroits séparés.

Fin août 2009 : Marc Aubrière parvient à s'évader.

Il s'en suit une période de près de trois ans pendant laquelle la DGSE réussit à entamer des négociations, mais sans parvenir à localiser son agent.

21 juin 2012 : Un couple de Sud-Africains est libéré après 20 mois de captivité. Kidnappé en mer par des pirates somaliens, il avait été revendu, pour son plus grand malheur, aux shebab : détention dans le noir, malnutrition, insultes et coups, innombrables viols pour la femme...

Été 2012 : Denis parvient à être localisé et ses déplacements sont secrètement suivis. A la fin de l'été, il est à Bullo Marer, une bourgade située à 30 km au sud-ouest du port de Marka, au cœur de la zone contrôlée par les shebab.

4 octobre 2012 : Les shebab font parvenir une vidéo de leur otage. Ils espèrent ainsi prolonger les négociations qui n'en finissent pas, leurs exigences étant irréalistes. Le visage de Denis porte les stigmates de l'épuisement physiologique. Son corps le lâchera bientôt. Autrement dit, ses jours sont comptés. Il n'y a plus aucun espoir de le sauver. A moins de tenter l'impossible : l'opération commando.

Décembre 2012 : La décision d'intervenir est prise dans le plus grand secret. L'armée fournira tous les moyens humains, matériels et techniques que réclame une telle entreprise. Le porte-hélicoptères *Mistral*, bâtiment de

commandement et de projection, servira de support aux hommes et aux moyens qui seront acheminés au large de la Somalie. Plusieurs centaines d'hommes et de femmes vont ainsi collaborer à un projet audacieux sans en connaître la vraie finalité. Parmi les exécutants de la grande mécanique en préparation, seuls les commandos de la DGSE sont dans la confiance. Ils s'entraînent sans relâche depuis déjà plusieurs semaines sur une maquette reproduisant la maison, avec cour, de leur camarade, reconnue au cours de missions clandestines. Ils savent que la probabilité d'un succès total est faible et qu'ils ne doivent donc négliger aucun détail ni aucun effort pour mettre toutes les chances de leur côté.

Nuit du 11 au 12 janvier 2013 : L'opération est déclenchée. Les commandos embarquent dans les hélicoptères *Caracal* alignés sur le pont du *Mistral*.





L'OPERATION

C'est par une nuit sans lune que les commandos sont déposés dans un lieu désert, à plusieurs km de Bulo Marer, assez loin pour que les appareils ne soient pas entendus. Pour évoluer à la faveur de la nuit noire et ne pas faire entendre leurs coups de feu, ils sont équipés de lunettes à vision nocturne et d'armes munies de silencieux. Le succès de leur mission repose sur la surprise absolue.

Au moment où ils parviennent au pied du mur d'enceinte de l'objectif, un équipier heurte un homme qui dort à terre, invisible sous son drap sale. Une sentinelle ? En tout cas, l'individu a le temps de donner l'alerte avant d'être abattu. C'est l'affreux grain de sable qui vient gripper la mécanique de haute précision. L'effet de surprise est perdu.

Tandis que les commandos se lancent à l'assaut de l'enceinte, Denis est abattu par ses geôliers. De nombreux shebab accourent en renfort. Après deux autres assauts, les commandos doivent décrocher sous un feu nourri. Ils n'ont, pour répliquer, que leurs armes silencieuses qui n'impressionnent guère au milieu de la nuit. Heureusement, leurs tirs sont précis. Et deux hélicoptères Tigre, prévus dans le dispositif, viennent rapidement les appuyer.

De retour sur le *Mistral*, l'officier qui conduisait le commando décède de ses blessures. Un autre homme, abattu lors des échanges de tirs, manque à l'appel. Les shebab exhiberont les photos de son corps et de ses équipements sur leur compte Twitter.

Ce n'est que dans la matinée que les Français apprennent qu'une opération militaire vient d'être tentée, sans succès, pour arracher Denis Alex à ses geôliers.

Cependant, concernant les engagements de leur armée à l'étranger, leur attention est tournée vers l'opération Serval. Déclenchée la veille contre les colonnes d'islamistes fonçant sur Bamako, celle-ci a également coûté la vie à un soldat, le lieutenant Damien Boiteux.

William Haderi
Ancien des Forces spéciales

RETOUR SUR UNE CHEVAUCHEE HEROÏQUE

Pour que la France puisse tout miser sur les négociations, il aurait fallu que Denis Alex soit traité en prisonnier de guerre. Mais ce ne fut pas le cas. Quelles furent dès lors les options restantes ? Il n'y en eut guère que deux : ne rien faire, ce qui revenait à abandonner un soldat, capturé en mission, aux mains de criminels sans foi ni loi ; ou tenter l'opération commando.

Concernant la seconde option, les chances de ramener Denis vivant étaient faibles. Comme on le savait déjà, un geôlier islamiste, conditionné à réagir à la moindre alerte, a besoin de moins de trois secondes pour braquer son arme sur son captif et appuyer sur la détente. De son côté, notre commando devait s'infiltrer sur une profondeur de plusieurs km, traverser une bourgade, franchir une palissade et investir une maison sans qu'aucun des gardes de Denis ne dispose de ces trois secondes fatidiques. Par ailleurs, l'opération devait se jouer en territoire hostile, face à des hommes en armes qui, à l'extrême, si l'opération avait été éventée avant l'arrivée sur objectif, auraient pu tendre une embuscade hautement meurtrière. Imaginez qu'il vous faille pénétrer profondément dans l'ancre d'un dragon pour aller lui dérober un bien qu'il tient à portée de museau, à l'heure où il est sensé dormir, mais sans savoir s'il dormira effectivement ni si vous ne le réveillerez pas...

Autrement dit, avant même de lancer l'opération, la probabilité de ramener Denis vivant était faible, celle d'accrocher l'ennemi et d'essuyer des pertes élevée. Cela revenait à jouer à la roulette russe avec un barillet comptant plus de balles que de logements vides.

Compte tenu de ces éléments, des responsables centrés sur les probabilités de réussite auraient feint l'hésitation en attendant la mort par maltraitance de Denis Alex. Pour la France, son armée, ses services secrets et particulièrement les camarades de Denis, il ne pouvait être question de rester passif, quel que soit le prix à payer. C'est là la force d'une nation, incarnée ici par son président, qui a donné son accord à l'intervention, et d'une armée, qui a mobilisé tous les moyens possibles pour

remplir sa mission.

Il y a eu le grain de sable que l'on sait. Mais si le commando avait pu franchir sans encombre la palissade qui le séparait de la maison, ne serait-il pas tombé sur un autre grain de sable ? Un garde insomniaque, un garde sorti pour se soulager...? Qu'est-ce qui, aussi, l'attendait derrière la porte de la maison, dans la pièce où était détenu l'otage, sur le chemin du repli...? Autant de balles inconnues dans un même barillet.

Compte tenu des résultats de l'opération, doit-on conclure à un échec ? Si l'on s'inscrit dans une logique strictement comptable, l'opération est un échec retentissant, une aberration même. Non seulement l'otage a été tué, mais deux autres militaires l'ont été avec lui. Si l'on se place dans le contexte qui est à l'origine de l'opération, nous parvenons à un tout autre bilan. Quels étaient réellement les enjeux ? La France était sommée de s'incliner face aux représentants d'un nouvel ordre totalitaire, qui s'étend comme une lèpre sur le monde. Ce n'était donc pas seulement un homme qu'il fallait sauver. En jetant dans l'aventure plus d'une quarantaine de commandos et plusieurs équipages d'hélicoptère pour un résultat incertain, la France et son armée ont préféré, à la lâcheté et l'individualisme, sur lesquels l'islamisme compte pour s'étendre, le courage et le sens du sacrifice. De plus, en ayant fait ce choix, à défaut d'avoir pu extraire Denis de l'enfer, elles lui ont offert une fin digne du soldat qu'il fut, alors même qu'il était promis à une mort misérable, dans la souffrance et la solitude. Elles ont également gagné de nouveaux héros, dignes de nos chansons de geste. Ne fallait-il pas en effet une vaillance hors du commun pour s'enfoncer dans l'ancre du dragon sans savoir si l'on en reviendrait vivant ou, pire, si l'on ne connaîtrait pas, à son tour, les tourments de la captivité ?

A l'heure où le monde renoue avec l'instabilité et la violence, que les menaces à l'encontre de la France sont prégnantes, la page écrite par nos soldats, il y a un an aujourd'hui, est porteuse de grands espoirs.

Capitaine Orsoni



L'ŒUF DU SERPENT

A quoi bon faire la guerre aux islamistes à l'étranger si, dans le même temps, nous les laissons s'installer en France ?

Il est vrai qu'il est actuellement difficile de contrer ces « fous de Dieu » sur notre sol. Leur présence y est pratiquement invisible et leur progression insidieuse. Ils sont aidés par la confusion habituelle régnant entre islamisme et terrorisme, ou islamiste et musulman. Cette confusion fait que l'absence d'attentats en série perpétrés par des cellules implantées localement rend pour la majorité d'entre nous le danger lointain, voire improbable. La confusion des genres conduit également une minorité d'entre nous à voir en chaque musulman un danger potentiel, ce qui revient à diluer la réalité de la menace pour la rendre finalement inconsistante et peu crédible. Les islamistes sont également aidés par la manipulation de nos valeurs et de nos institutions, manipulation que soutiennent certains Français de souche au nom de dogmes funestes ou de visées cyniquement électoralistes. Dans ce grand désordre qui frappe d'abord les esprits, nous allons tenter ici d'apporter un peu lumière.

L'islamisme est une idéologie de nature politique et non religieuse. Son objectif est la mise sous contrôle, de gré ou de force, des populations de culture musulmane. Son argument est l'obligation de se soumettre à la volonté de Dieu, même si, à l'évidence, cette volonté est définie par des hommes ordinaires, voire des criminels de droit commun. L'islam est, à l'opposée, une religion à part entière avec, comme les deux autres religions du Livre, des qualités, des défauts et de multiples variantes. Il faut noter d'ailleurs que, dans certains pays où il est dominant, il ne donne lieu ni à des excès, ni à des sectarismes. Le musulman authentique est donc un croyant, l'islamiste un militant politique élaborant des stratégies de conquête (ou de contrôle) du pouvoir, sous couvert de religion.

Pour parvenir à ses fins, l'islamisme a recourt à la séduction et à la manipulation ou, à défaut, à l'intimidation, voire la terreur. Contrairement à ce qui est cultivé

dans l'imaginaire collectif par les médias et la production cinématographique, au regard de ses multiples actions à l'échelle mondiale, il ne fait qu'un usage limité du terrorisme.

En Europe particulièrement, il avance pratiquement sans bruit. Sur ce qui, pour lui, est un vaste théâtre d'opérations, il se contente pour l'instant d'inciter les musulmans au repli communautaire, s'appuie sur l'arme démographique – particulièrement redoutable en démocratie –, corrompt les élus, ouvrent des madrasas clandestines chargées de formater l'esprit de sujets européens dès le plus jeune âge, multiplie l'érection de minarets aux points stratégiques des centres urbains, place ses imams, etc. Compte tenu des armes silencieuses dont il dispose au sein de nos démocraties molles, il a bien compris que le terrorisme, bruyant par nature, lui porterait préjudice. La violence gratuite et spectaculaire qui surgit parfois n'est en réalité que l'affaire d'individus ou de groupuscules incontrôlés susceptibles d'ailleurs, par leurs initiatives isolées, de compromettre la cause commune.

Cette violence lui est d'autant moins utile que, en Europe toujours, sa marche en avant est soutenue par les actions militantes d'idéologues, de politiques et d'associations issus des sociétés qu'il compte pénétrer et soumettre. En France, le communautarisme qui lui est utile s'impose au nom des droits de l'homme, de la tolérance religieuse et d'une supposée société idéale multiculturelle – qui se constitue actuellement en défaisant la société traditionnelle qualifiée à dessein d'archaïque et de raciste ; les familles musulmanes s'agrandissent en se nourrissant des aides sociales – aides réduites dans le même temps pour les familles dites « riches » qui sont majoritairement françaises de souche ; l'infiltration en grand nombre de musulmans étrangers s'appuie sur des filières d'immigration clandestines que soutiennent des associations et des avocats financés par l'argent public ; leurs régularisations massives sont décidées

arbitrairement par des élus politiques en quête de voix ; immigration incontrôlée, régularisations massives et naissances en nombre aboutissent à l'accroissement quasi exponentiel dans le temps d'électeurs musulmans attentifs aux consignes de vote des imams – ce qui revient à dévoyer nos mécanismes démocratiques qui seront un jour jugés dangereux pour la survie du peuple de France ; les minarets, inutiles pour la prière mais indispensables pour affirmer la force de l'islam en France, se multiplient sur des terrains cédés gracieusement ou presque par des municipalités intéressées par le vote communautaire ; des zones urbaines entières, opportunément désertées par l'Etat de droit, sont livrées au nouvel ordre islamiste – avec obligation de témoigner de sa soumission par sa tenue, son discours, son comportement... ; la neutralisation des lanceurs d'alerte se fait avec le concours de la justice, sous prétexte de lutte contre l'islamophobie et le racisme ; sous le même prétexte, des politiques, des intellectuels et des associations s'emploient à diaboliser l'homme blanc, l'incitant de la sorte à culpabiliser plutôt qu'à se défendre...

Chacun l'aura compris, la situation est grave. Pour accompagner le sacrifice de nos soldats en terre étrangère, il nous appartient, en notre qualité de citoyen laïc, particulièrement si l'on est de culture ou de confession musulmane, de décrypter et de dénoncer ce qui se trame sur notre sol. Cela nous permettra bientôt de nommer clairement et publiquement les choses. Il sera alors question de guerre subversive, d'intelligence avec l'ennemi, de collaboration, mais aussi de patriotisme, de résistance, de combat... A terme, il ne fait aucun doute que certaines personnalités ainsi que certaines associations, qui aujourd'hui tiennent le haut du pavé, auront des comptes à rendre au peuple de France. C'est pour bientôt, car apparaît déjà, certes timidement pour l'instant, la contre-offensive des premiers maquis...

Thibaut Moulin
Chercheur en stratégie militaire





LA VRAIE SIGNIFICATION DU COMMUNAUTARISME MUSULMAN EN FRANCE

Le communautarisme musulman, qui aggrave la menace islamiste et en complique la lecture, s'appuie sur une dynamique sociétale globale. Il s'inscrit cependant, en bout de processus, dans une dynamique qui lui est propre.

Le communautarisme en général se développe en effet de plus en plus en France, notamment, mais pas seulement, sur des bases ethniques ou religieuses. Les causes en sont multiples. Il y a tout d'abord l'immigration intensive qui permet à des familles de s'organiser facilement en grands ensembles au sein desquels se perpétue le mode de vie du pays d'origine. La tendance au communautarisme est renforcée pour les immigrés issus du continent africain, majoritaires en France, du fait de cultures traditionnelles plaçant déjà les règles du groupe au-dessus des droits de l'individu. Les excisions en grand nombre comme les mariages forcés survenant au sein même de l'hexagone sont une traduction édifiante de cette réalité. Certains idéologues français, partisans du métissage à marche forcée du pays, du multiculturalisme ou de l'inclusion, plutôt que de s'inquiéter de cette dérive communautariste, la renforce au contraire. Les règles qui permettent d'accorder la nationalité à des clandestins qui n'ont jamais fait l'effort d'apprendre la langue nationale comptent parmi leurs dramatiques contributions à la fragmentation de la société. Pour les Français de souche – trop rapidement accusés d'extrémisme dès qu'il s'agit d'eux – comme pour les immigrés, le communautarisme est également une réponse naturelle et saine à la dépersonnalisation en cours du monde globalisant. Il est également une forme de réaction à l'individualisme croissant de nos sociétés occidentales, pourvoyeuses de solitude. N'est-il pas plus facile aujourd'hui d'intégrer une communauté que de parler à son voisin ? Le communautarisme se construit également dans la perspective du lobbying, dans le but précis de faire aboutir des revendications propre à certains individus qui seraient isolés et contraints au silence sans cela. A ces causes démographiques, culturelles, idéologiques,

identitaires, affectives et politiques s'ajoutent les carences d'un Etat désormais impuissant à assumer ses obligations en matière de sécurité et d'emploi. Le recul des institutions sur ces questions graves induit mécaniquement le retour des solidarités de proximité. Les islamistes l'ont d'ailleurs bien compris puisque leur stratégie de séduction en France, dans les quartiers difficiles comme dans les prisons, repose sur l'entraide et l'action sociale. Enfin, pour fermer la boucle, au lieu de combattre le communautarisme, les élites politiques préfèrent s'en accommoder, chaque communauté représentant d'abord, à leurs yeux, un réservoir de voix.

Au phénomène communautaire s'ajoute, pour les enfants d'immigrés maghrébins, privés à la fois de racines dans leur pays d'origine et de solides points d'ancrage dans la société d'accueil, la construction d'une identité de substitution fondée sur une interprétation opportuniste de l'islam. A condition de radicaliser le réflexe identitaire et d'impliquer le plus grand nombre, les individus en situation d'échec ont trouvé dans le religieux le moyen de créer une société parallèle susceptible de leur offrir les positions avantageuses qu'ils n'obtiendraient jamais autrement. Dans cette démarche, ils ont trouvé auprès des islamistes les arguments idéologiques ainsi que les outils utiles. Les voilà donc militant pour l'ouverture d'écoles musulmanes, pour l'adoption de codes vestimentaires rigides – qui permettent d'intégrer l'adepte dans la masse uniformisée des « croyants » tout en le distinguant des « non-croyants » –, militant aussi pour le strict respect des contraintes alimentaires et des obligations cultuelles. Un ensemble de mesures et de pratiques qui empêcheront un prétendu « bon musulman » à se fondre dans la société française pour au contraire le soumettre à leurs directives, c'est-à-dire à leur pouvoir.

Agissant ainsi, ces musulmans ne font rien d'autre que servir la cause islamiste. La communautarisation, qui permet de se couper du monde environnant, qui permet aussi de présenter celui-ci à travers un

prisme dévalorisant (monde mécréant), voire menaçant (monde des croisés), est en effet la première étape du processus d'emprise auquel recourt tout mouvement sectaire. Exigeant de pouvoir recréer une société qui leur soit propre, comme le ferait n'importe quelle secte, sans rien perdre cependant des avantages qu'assure la société d'accueil (droit au travail, accès aux aides sociales, aux soins gratuits, aux transports en commun, à l'éducation, aux complexes sportifs, etc.), le communautarisme musulman doit obligatoirement détruire le modèle français du vivre ensemble. C'est d'ailleurs ce à quoi il s'emploie, avec un certain succès jusque-là...

Roland Le Cor
Sociologue

QUI SONT LES SHEBAB ?

Les shebab (les « jeunes » en arabe) sont un groupe somalien islamiste, salafiste (fondamentaliste) et djihadiste (engagé dans l'instauration d'un Etat islamique par l'usage de la violence), s'étant constitué en 2006 à partir de mouvements plus anciens, pour être ensuite formellement affilié à Al-Qaïda en février 2012.

Comptant plusieurs milliers de combattants bien armés et recourant régulièrement aux attentats terroristes, ils représentent une véritable menace régionale. Ils se sont notamment distingués par des attentats meurtriers dans Mogadiscio ainsi qu'en Ouganda (juillet 2010) et au Kenya (septembre 2013). Le kidnapping ou le rachat de captifs auprès des pirates des mers constituent une de leurs sources de revenus.

Pour servir leur propagande, les shebab ont photographié le corps du soldat tué au cours du raid en prenant le soin de sortir du col de sa chemise la croix chrétienne qu'il portait autour du cou. Le commentaire ajouté sur Twitter, « *Retour des Croisades, mais la croix n'a pu le sauver du sabre* », visait, comme dans tout système totalitaire, à crédibiliser le mythe utile d'une menace extérieure.

Dans le même esprit, ils ont diffusé des messages de victoire et fait croire à l'exécution secondaire de Denis Alleix. En réalité, c'est le raid qui leur a coûté leur précieux otage, en ajoutant à la facture au moins 17 tués ainsi que les victimes des règlements de compte internes qui ont suivi.